



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES

**Madame Florence Parly,  
ministre des Armées**

*Espace et défense*

**Toulouse, le 7 septembre 2018**

*– seul le prononcé fait foi –*

Monsieur le Préfet,  
Mesdames et messieurs les élus,  
Monsieur le chef d'état-major de l'armée de l'air,  
Monsieur le directeur,  
Mesdames et messieurs les officiers généraux,  
Messieurs les Présidents-directeurs généraux,  
Mesdames et messieurs,  
Chers amis,

Pour beaucoup, l'espace est un lieu d'émerveillement, de découverte, de mystères. Le reflet de notre passé, l'espoir de notre avenir. Un lieu pour la science assurément, pour les communications, sans doute. Mais un lieu pour les conflits, les rivalités... la guerre : certainement pas. Nous avons laissé ça à la fiction.

Pourtant, j'ai une histoire à vous raconter.

C'est celle d'un satellite. Un satellite au nom antique, Athena-Fidus. Un satellite précieux puisqu'il permet des communications militaires sécurisées. Un satellite qui depuis 2014 nous permet d'échanger des informations, de planifier des opérations, de garantir notre sécurité.

Mais voilà. Alors qu'Athena-Fidus continuait sa rotation tranquillement au-dessus de la terre, un satellite s'est approché de lui, de près, d'un peu trop près. De tellement près qu'on aurait vraiment pu croire qu'il tentait de capter nos communications. Tenter d'écouter ses voisins, ce n'est pas seulement inamical. C'est un acte d'espionnage.

Et cette petite guerre des étoiles n'a pas eu lieu il y a bien longtemps, dans une galaxie très très lointaine. Elle a eu lieu il y a un an, à 36 000 kilomètres au-dessus de nos têtes. Et ce satellite aux grandes oreilles s'appelle Louch-Olymp, satellite russe bien connu mais un peu... indiscret. Nous l'avons vu arriver, et avons pris les mesures qui s'imposaient. Nous le surveillons attentivement, nous avons d'ailleurs observé qu'il a continué de manœuvrer activement les mois suivants auprès d'autres cibles, mais demain, qui dit qu'il ne reviendra pas auprès d'un de nos satellites?

Qui dit surtout qu'il sera le seul alors que nous savons très bien que d'autres très grandes puissances spatiales déploient en orbite des objets intrigants, expérimentent des capacités potentiellement offensives, conduisent des manœuvres qui ne laissent guère de doutes sur leur vocation agressive.

La France a été pionnière de la conquête spatiale. Elle a su, par une coopération exemplaire entre le civil et le militaire, accéder en toute indépendance à l'espace. Elle a réussi à maîtriser l'ensemble des applications clé de télécommunications et d'observation. La France a été le catalyseur de l'Europe de l'espace, qui a fait émerger des acteurs industriels puissants et des projets aussi importants que Galileo.

Mais depuis quelques temps, alors que nos voisins changeaient en partie la nature de l'espace, qu'avons-nous fait ? Pas grand-chose. Pas assez en tous cas.

Non, nous ne sommes pas protégés contre ces menaces. Non, l'espionnage et les actes offensifs, ça n'arrive pas qu'aux autres. Oui, nous sommes en danger, nos communications, nos manœuvres militaires comme nos quotidiens sont en danger si nous ne réagissons pas.

Alors, je viens ici, à Toulouse, au cœur de notre recherche et de nos technologies spatiales pour le dire : l'espace est un enjeu majeur, une priorité absolue.

Depuis un an, j'ai donc décidé de mettre notre ministère en ordre de marche. La Revue stratégique a étudié en détail la question de l'espace. La loi de programmation militaire lance le renouvellement de toutes nos capacités spatiales. Et une équipe dédiée a été lancée avec un mandat large et une consigne simple : ne vous interdisez rien. Elle me rendra ses conclusions dans quelques semaines et je pourrai alors répondre à la demande du Président de la République et présenter d'ici la fin de l'année une stratégie spatiale de défense.

Je devine déjà les remarques des sceptiques. Vous savez, les mêmes qui ont dit que le cyberspace ne ferait jamais l'objet d'attaques ou qu'on pouvait tout à fait renoncer à notre défense après la chute du mur de Berlin.

Une défense spatiale, c'est nécessaire, c'est essentiel.

C'est nécessaire, parce que c'est depuis l'espace que nous observons nos ennemis, leurs déplacements, que nous dénichons leurs planques et que nous comprenons leurs modes d'action. C'est essentiel, parce que c'est grâce à l'espace que nous préparons et planifions nos opérations, que nous combattons le terrorisme, que nous assurons la sécurité de nos forces déployées sur tous les théâtres.

Ce ne sont pas des paroles en l'air. Nous protégeons les abords de nos côtes grâce à des observations satellites. Ce sont aussi des satellites qui épient Daech depuis l'espace, nous permettent de voir où ses derniers assassins se terrent et de leur asséner coups sur coups. C'est encore depuis le ciel que nous avons pu concevoir l'opération Hamilton : grâce à un renseignement spatial minutieux, à la géolocalisation, à nos systèmes de communication militaires. Quand nous avons repéré puis frappé les usines et les entrepôts de mort de Bachar Al-Assad, l'espace épaulait nos forces à tout instant.

Pour nos Armées, l'enjeu est très simple : il s'agit de conserver notre liberté d'appréciation, d'accès et d'action dans l'espace demain comme aujourd'hui. Nous devons envisager de nouveaux modes d'action. Il s'agira non seulement d'opérer grâce à l'espace mais également dans l'espace. Nous devons donc continuer à agir en soutien des opérations interarmées, mais également à conduire de véritables opérations spatiales pour protéger nos moyens et décourager toute agression.

Dès demain, il nous faut réagir. Il faut réagir face à des menaces, portées par quelques grandes puissances, et qui nous touchent directement.

Au premier rang de ces menaces, les comportements pour le moins inamicaux voire hostiles d'un certain nombre de grandes puissances. Des comportements qui portent les germes des confrontations de demain. Des comportements qui imposent, si nous voulons garantir la paix, de nous préparer à tous les scénarios.

Aujourd'hui, le milieu spatial, un peu comme le milieu cyber, offre le confort de l'action dans l'ombre, la garantie presque totale de l'impunité lorsqu'il s'agit d'espionner ou d'interrompre des services. Certains Etats ont les moyens, aujourd'hui, dans l'espace ou depuis la Terre, par des manœuvres voire par la force, d'empêcher l'accès à l'espace ou de dégrader les capacités spatiales de certains pays.

Les satellites deviennent des proies, des cibles, alors même que les capacités antisatellites de certaines puissances se renforcent.

Nous savions déjà depuis un moment qu'elles pouvaient être mises en œuvre depuis la Terre, mais elles se développent, se font plus performantes, plus ingénieuses. Les armes à effet dirigé se perfectionnent. Des lasers à haute énergie, Etats-Unis, Chine et Russie en possèdent déjà. Ils sont capables d'atteindre directement le miroir d'un satellite à des centaines de kilomètres. Des micro-ondes à forte puissance, des brouilleurs électromagnétiques, autant d'outils capables de dégrader les performances de moyens de surveillance, d'écoute ou de communication situés dans l'espace.

Les menaces cyber, également, peuvent toucher nos engins spatiaux ou leurs centres de contrôle et stations de réception au sol et en interrompre le service et les fonctionnalités. Ce pourrait même être le mode préférentiel de groupes malintentionnés, pas nécessairement étatiques.

Et toutes les opportunités sont de mise. La maîtrise technique est louable évidemment. Mais même les engins de service en orbite qui se développent rapidement peuvent servir de paravent à des opérations et devenir des armes ; sous prétexte de venir faire de la maintenance ou de la logistique, ils s'approchent de satellites d'autres Nations, tentent d'en capter les ondes voire d'en dévier la trajectoire.

Nous n'en sommes plus aux balbutiements d'une confrontation. Tout comme la terre, la mer, l'air et le cyberspace, l'espace exoatmosphérique est devenu le théâtre de rivalités des grandes puissances. Il est en train de devenir un champ d'opérations en tant que tel. La guerre des étoiles est bien autre chose qu'une fiction. Elle aura des conséquences sur nos capacités, des conséquences sur nos opérations, des conséquences sur nos quotidiens.

Gardons en tête, aussi, que l'espace, aujourd'hui, ouvre ses portes à de nouveaux venus. Le *newspace*, le spatial *low cost* rendent l'espace accessible : la démocratisation de l'espace est en marche. Nous l'avons bien compris. Le gouvernement dans son entier s'engage pour le *new space* et je veux saluer, en particulier, le travail accompli par Frédérique Vidal.

Les petits lanceurs, la miniaturisation qui permet le développement de petits satellites et de nanosatellites sont autant de portes ouvertes de l'autre côté de l'atmosphère pour de nouveaux acteurs étatiques et privés. Space X, Google... autant d'entreprises aux projets fascinants et enthousiasmants. Mais dans notre légitime enthousiasme, ne soyons pas naïfs. A l'ombre de ces géants raisonnés rôdent des groupes mal intentionnés. Et de même qu'internet a ses pirates, l'espace aura ses flibustiers.

Et dans cet espace qui se dessine, les menaces ne viendront pas que des acteurs publics et privés qui le peuplent. Elles viendront aussi des défis que nous devons surmonter.

Le premier, c'est la gestion des flux et du trafic. Au moment où je vous parle, au-dessus de nous : 1 500 satellites actifs. Mais demain, combien ? Les prévisions ne cessent de croître et dans les 10 ans, 3 000 satellites de plus de 50 kg auront été lancés.

C'est une augmentation colossale, mais ce n'est rien comparé à celle qui tient compte du nombre de satellites plus petits. Des constellations et des méga-constellations de satellites seront mises en orbite et, au total, on estime que ce sont 7000 satellites supplémentaires qui graviteront d'ici 10 ans autour de la planète. Des accidents pourront avoir lieu, des trajectoires se croiser, des objets se gêner : il faut nous attacher à réguler le trafic, contrôler les objets lancés, et nous devons revoir la responsabilité des uns et des autres en cas de dommage. Le *Space Traffic Management* est donc un enjeu incontournable.

Le second défi provoqué par cette augmentation est celui des débris. L'espace en est peuplé. Entre 500 000 et 750 000 objets de plus d'un centimètre gravitent à des orbites basses et des vitesses élevées, jusqu'à 7 km par seconde parfois. Ils sont susceptibles d'entrer en collision avec nos satellites et, à cette vitesse, d'y causer des dommages irréversibles.

De quoi aurons-nous l'air quand, par notre négligence, un débris d'un centimètre à peine, issu d'un vieux satellite, mettra hors-service un de nos satellites alors même qu'il donnait une cartographie précise des caches de groupes terroristes ?

Ne laissons pas l'espace devenir un dépotoir. C'est une question de respect de l'environnement, une question de respect de notre espace, une question de principes auxquels nous croyons. Mais c'est aussi une question de sécurité, car ces débris sont un danger majeur pour nos satellites et pour nos capacités.

Nous connaissons les menaces. Nous connaissons les défis. Nous savons que l'espace se militarise. Nous ne resterons pas les bras ballants. La France est et sera une puissance spatiale. Cela signifie que nous allons garder notre liberté d'accès à l'espace. Cela signifie que nous nous donnerons les moyens d'agir et de surveiller. Cela signifie que nous construirons une véritable autonomie stratégique spatiale.

Evidemment, nous ne mènerons pas seuls cette construction. La France aura besoin de l'Europe, elle en sera un pionnier, un moteur. Des coopérations ont déjà été lancées, nous devons les poursuivre, les accentuer. Les moyens consacrés à la politique spatiale de l'Union européenne seront renforcés : nous soutenons cette ambition. Il nous appartient de faire des propositions concrètes pour que cet investissement permette de conforter l'autonomie stratégique européenne dans le domaine spatial. J'y tiens, et je porterai cette position à Bruxelles, à Berlin, partout en Europe. Nous serons un Etat spatial puissant, dans une Europe spatiale forte.



Cela ne veut pas dire que nous braderons notre souveraineté, loin de là. Cela veut dire que des projets seront menés en commun. Cela veut dire que nous serons là pour garantir que ce qui ne peut être partagé ne le sera pas, que ce qui peut être bâti en commun le sera.

Je parle de souveraineté, je parle donc du projet Ariane 6. J'ai déjà eu l'occasion de le dire il y a quelques mois dans les locaux d'ArianeGroup mais je le répète ici : ce projet est essentiel. Il est une garantie de l'accès de l'Europe à l'espace, il profite tout aussi bien au monde civil qu'à la défense, en pleine synergie avec notre filière de dissuasion. Nous le soutiendrons sans faiblir car c'est un projet incontournable pour la France, un projet clé pour notre maîtrise de l'espace.

Nous continuerons aussi à investir dans nos satellites et dans leur renouvellement. La loi de programmation militaire prévoit plus de 3,6 milliards d'euros pour le permettre. Je veillerai à ce que ces crédits arrivent, à ce que la programmation soit respectée.

Mes engagements, ce sont des actes. Dès la fin de l'année, je me rendrai en Guyane pour assister au lancement du premier satellite d'observation de nouvelle génération CSO. Chaque année, nous monterons en puissance et nous gagnerons en expertise. En 2020, nous lancerons trois satellites d'écoute électromagnétique CERES, nous offrant une nouvelle capacité et nous permettant de détecter les centres de commandement et les flottes ennemies. Et d'ici 2022, les deux premiers satellites de télécommunication Syracuse 4 seront en orbite au-dessus de nous, avant qu'un troisième ne soit commandé en 2023, comme je l'ai demandé lors de l'élaboration de la LPM.

Le respect de cette LPM, je m'y engage. J'attends en retour que les programmes spatiaux soient respectés dans les délais et les budgets fixés.

C'est une véritable montée en puissance de nos capacités satellitaires que nous mènerons dans les prochaines années. Une montée en puissance qui nous donne la possibilité de construire, de lancer et d'opérer les satellites et d'inscrire notre nom aux côtés des grandes puissances militaires spatiales.

Il nous faut donc renouveler, il nous faut donc surveiller.

Surveiller de potentiels départs de missiles balistiques depuis l'espace. Je connais les enjeux et les défis de la capacité d'alerte avancée. Je ne ferme aucune porte en la matière.

Mais l'enjeu, et l'histoire de Luch-Olympe le démontre amplement, c'est surtout de surveiller l'espace. Nous avons déjà des moyens. Le radar GRAVES offre une capacité que notre pays est l'un des rares à détenir, et qui constitue un des plus vifs succès de l'ONERA. Grâce à lui, nous pouvons surveiller les orbites basses et détecter ou révéler la position des satellites à ces altitudes. Alors que les Etats-Unis donnent en direct les positions orbitales sur le site *Space Track*, nous complétons leur catalogue de manière décisive et sommes à même d'y apporter une vision contradictoire. Cette capacité nous donne les moyens d'une coopération plus équilibrée. C'est la preuve que la France est dans le cercle restreint des puissances spatiales respectées.

GRAVES, c'est l'assurance que nous serons respectés. Nous allons donc le moderniser, comme c'est prévu dans la LPM. Nous le complétons avec le projet GEOTRACKER d'Arianegroup et l'usage des télescopes TAROT du CNRS, ce qui nous donne une vision plus étoffée de la situation spatiale dans l'orbite géostationnaire.

Mais malgré ces succès, aujourd'hui, nous ne sommes pas complètement autonomes pour surveiller l'espace. Nous dépendons partiellement d'autres nations. Comment prétendre maîtriser notre outil de défense spatiale si nous ne sommes pas capables d'observer le ciel seul et avec précision ? Nous devons être en mesure d'apprécier en autonomie la situation spatiale à tout instant, de comprendre les manœuvres qui s'y jouent. J'ai donc décidé de renforcer notre capacité nationale de surveillance spatiale et de renseignement.

Comment, alors, comment aller plus loin ?

Certains projets existent, je pense à l'*EU Space Surveillance Tracking*. Il prévoit une capacité anticollision mais dire que ce projet est abouti me semble très excessif. Nous sommes encore loin des objectifs affichés mais je reste confiante. Je reste confiante car je sais la France et l'Allemagne, en partenariat avec d'autres pays européens, déterminées à bâtir, ensemble, des projets fédérateurs.

Mais surtout, en faisant le diagnostic de nos capacités de surveillance, une chose m'est revenue en tête. Une devise Shadok : « *pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?* » Aujourd'hui, alors que les technologies ont changé, nous observons l'espace depuis la Terre. C'est tout.

Alors demain, nous lancerons cette idée aussi simple que nouvelle pour notre pays : nous observerons l'espace depuis l'espace.

Et pour réussir cette manœuvre, nous allons placer des charges utiles secondaires d'observation de l'environnement de nos satellites, autrement dit des caméras de surveillance, par exemple sur les satellites SYRACUSE que nous lancerons. Nous allons promouvoir le lancement de satellites dédiés à l'observation des objets dans l'espace. Nous allons nous impliquer, aussi, dans les opportunités offertes par les projets commerciaux de constellations de satellites.

Ces constellations, c'est la transition parfaite vers la deuxième priorité que je nous donne pour devenir une puissance militaire spatiale motrice : nous emparer de toutes les opportunités du *new space*.

Ce n'est pas un nouveau style de musique, c'est un tournant dans la conquête spatiale. C'est voir des groupes industriels ou de nouvelles technologies s'emparer d'un domaine qui était jusqu'alors l'apanage des Etats. Les technologies nouvelles, l'intérêt des acteurs privés, l'ingéniosité de nos chercheurs et de nos créateurs sont autant d'atouts pour faire baisser les prix, croire en la miniaturisation, en la réutilisation.

Jusqu'ici, la France a appliqué un principe de précaution extrêmement strict dès qu'il s'agissait de s'aventurer dans l'espace. Cela correspond à une autre époque, une époque où l'objectif était d'emmener l'homme dans l'espace et où aucune prise de risque n'était envisageable. Cette ère touche à son terme, l'espace est devenu le lieu de l'expérimentation, des communications, des outils d'aide à la personne, toujours plus vite et toujours plus précisément. Bientôt, ces outils nous permettront de communiquer plus vite encore qu'aujourd'hui, de nous repérer avec une acuité exceptionnelle. J'ai cité tout à l'heure Geotracker pour la surveillance de l'orbite géostationnaire. Thales de son côté, au sein de la *Space alliance*, investit dans de nouveaux capteurs qui permettront le catalogage et l'identification des objets spatiaux. Ce service pourra donner une capacité opérationnelle de premier rang. Concernant la surveillance de la terre, Pléiades Néo, développé par Airbus, fournira bientôt des services de premier plan.

Alors, ne pensons plus au financement tout étatique comme unique moyen de mener des projets. Penchons-nous sur les innovations des uns et des autres. Profitons de cette logique commerciale nouvelle, qui crée l'émulation en matière de recherche de technologies toujours plus fines à des coûts toujours moindres.

Cette ambition n'a rien de dogmatique, elle n'a rien d'idéologique. Elle se fait uniquement pour servir nos forces, pour servir notre pays.

Nous allons tendre la main à nos partenaires industriels et chacun doit être sûr de ce que cela signifie : du gagnant-gagnant. Nous continuerons à avoir besoin de nos propres satellites mais nous n'hésiterons pas, aussi, à nous tourner vers des opérateurs de confiance sur lesquels nous pourrions nous appuyer en toutes circonstances. Je compte aussi sur tous les industriels pour faire des offres de mises à disposition de capacités et de services... C'est aussi aux investisseurs privés de porter une part du risque. Et je compte sur les experts de mon ministère pour définir précisément les critères d'éligibilité à ce statut d'opérateur de confiance.

Je vous parle de projets concrets, de projets qui pourraient voir le jour très rapidement. Plus de satellites, c'est plus d'images. Des constellations de petits satellites d'observation, par exemple, pourraient nous permettre de réduire fortement le temps entre deux observations. Ils nous offrent la résilience nécessaire pour s'assurer de la continuité de nos opérations face à des capacités d'agression grandissantes. Ces constellations aideront à la mobilité de nos futurs systèmes d'armes comme le système de combat aérien du futur, le SCAF ou les systèmes de combat terrestres, renouvelés grâce au programme SCORPION.

Mais la masse et le flux d'information générés par ces écosystèmes seront inexploitable, en particulier pour nos services de renseignement, sans les moyens adaptés : pas de succès sans big data ni intelligence artificielle ! Ce sont donc des axes majeurs de notre recherche pour les années à venir.

La miniaturisation, la propulsion électrique, la robotique, les techniques de rendez-vous dans l'espace, permettant le développement du service en orbite grâce à des véhicules logistiques sont autant de technologies innovantes dans lesquelles nous devons investir. Je veux saluer à cet égard le très positif projet *Space Tug* développé par Airbus. Ces avancées technologiques participent au renforcement de nos capacités spatiales en offrant aussi des réponses aux attaques.

Ces avancées technologiques nous apporteront bien sûr des innovations en matière d'appui à nos opérations sur le globe. Elles nous permettront aussi de décourager voire de contrer toute attaque sur nos satellites, nos stations sols ou nos services spatiaux. J'ai ouvert la réflexion dans ce domaine car la guerre antisatellite est déjà une réalité : il faudra compter avec nous !

Notre ministère est prêt pour cette innovation. C'est la raison pour laquelle j'ai créé l'agence pour l'innovation de défense et aussi le Defense Lab, des outils utiles, efficaces, pour conseiller et soutenir l'imagination. Je sais pouvoir compter sur la DGA et le CNES pour nous aider à identifier ces ruptures, à les accompagner, à les développer. Je sais aussi pouvoir compter sur l'inventivité des start-up, sur la vitalité des PME. Elles sont autant d'énergie et de création. Je pense par exemple à Unseen Labs, et ses systèmes intelligents sur nanosatellites. C'est une opportunité à côté de laquelle nous ne pouvons pas passer et c'est pourquoi nous avons décidé de l'accompagner par le fonds DefInvest.

Alors qu'un certain nombre de puissances développent plus ou moins discrètement des capacités offensives, comment répondre ? Comment décourager toute tentative d'atteinte à nos moyens spatiaux ? En régulant davantage les activités dans l'espace ? En renforçant la défense et la résilience de nos systèmes spatiaux ? En explorant la possibilité de se doter de capacités d'action dans ce milieu ? C'est l'un des enjeux clefs de notre réflexion en cours. Toutes les options sont sur la table et, tout comme je n'ai pas hésité à armer les drones ou à me battre pour les budgets de la défense : je n'hésiterai pas à proposer au Président de la République des décisions fortes.

Et puisque l'on parle de décisions fortes, j'en viens naturellement à notre gouvernance. Les enjeux sont gigantesques, les opportunités inestimables. Ne pas être préparé, ne pas être efficace serait criminel.

Nos acteurs sont remarquables. Chercheurs, ingénieurs, étudiants, juristes et militaires : ils connaissent les arcanes de nos procédures, les moindres recoins de notre architecture de défense. CNES, ONERA, CIE, COSMOS, DGA, DRM, COM CYBER, DGRIS, DIRISI, DAJ : cette énumération est éloquente. Nous avons presque autant d'acronymes que de talents. Je veux saluer ces talents, les encourager, les entretenir. Je veux dire à tous ceux qui œuvrent au quotidien pour la défense dans l'espace combien je connais la qualité de leur travail, la ferveur de leur passion. Je veux leur dire aussi, que nous devons nous assurer qu'il n'y a ni angles morts, ni redondances, ni travail en silo. Nous allons donc revisiter notre architecture de défense et en tirer toutes les conclusions, sans conservatisme ni chasse gardée.

J'ai entendu bien des gens se gausser à l'annonce de la création d'une *Space Force* américaine. Je n'en suis pas. Je n'en suis pas du tout. J'y vois un signal extrêmement puissant : le signal des confrontations à venir, le signal du poids pris par le spatial, le signal des défis de demain.

Nous devons revoir notre gouvernance de l'espace, c'est essentiel.

Cela ne veut pas dire qu'il faut tout changer, cela veut dire qu'il faut avancer avec réalisme, pragmatisme, efficacité.

Cela passe par la confirmation de la capacité d'expertise de l'ensemble des directions et services du ministère des Armées. Cela passe par des relations plus fortes avec le CNES comme avec les industriels. Des relations qui intègrent pleinement les enjeux de sécurité et de défense. Des relations à la hauteur de ce qui nous attend demain.

Nous devons mener des réflexions, sans tabou. A l'heure où de nouveaux acteurs investissent le champ spatial, par exemple, ne devrions-nous pas établir des critères extrêmement précis de ce que signifie un partenaire de confiance ?

Nous devons être prêts et cela signifie avoir les meilleurs à nos côtés. L'ISAE Sup'Aéro, l'X, l'école de l'air, les universités sont les pépinières des pionniers de l'espace de demain. Des serviteurs passionnés et d'immense qualité. Il faut amplifier ce mouvement et créer une filière RH d'excellence au sein du ministère, porteuse d'expertise et de vision stratégique.

Depuis tout à l'heure, je vous parle de guerre. Je vous parle de ce pick-up bourré d'armes de mort que nous pouvons observer depuis l'espace. Je vous parle d'appels sécurisés, de communications cryptées.

La réalité est là, mais elle est aussi ailleurs. Vous êtes perdus au milieu d'une rue ? Votre smartphone, équipé d'une puce, reliée à Galileo, vous géolocalise à quelques mètres près. Vous cherchez la meilleure gestion de plants agricoles, vous voulez récolter, disons... des petits pois et vous voulez savoir quand les ramasser et quel est l'état des plantations. Un satellite vous renseigne. Des zones rurales aux zones urbaines, des grandes entreprises aux petites exploitations, chaque jour, ce sont plus de 10 satellites qui, en moyenne, nous accompagnent et nous aident dans notre quotidien.



Protéger l'espace, c'est cela, avant tout. C'est protéger notre mode de vie, notre volonté d'agir et d'entreprendre. C'est garantir notre liberté et nous assurer que, jamais, nous ne détournerons les yeux du ciel, là où notre avenir s'invente.

Je vous remercie !